

IMPACT DES RÉFORMES SUR LA FEMME ET LA FAMILLE

La marginalisation confirmée

Sans doute encouragé par les nouvelles dispositions, introduites à la fin de l’année 2008 sur la Constitution et mettant en avant le rôle de la femme algérienne dans la vie économique et politique du pays, le département ministériel chargé de la Famille et de la Condition féminine a tenu mercredi et jeudi une conférence nationale sur les réformes et leur impact sur la vie des femmes et des familles.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - Une rencontre qui s’inscrit dans le cadre de la stratégie nationale tracée par ce ministère en matière de promotion et d’intégration de la femme. Quatre ateliers de travail ont été ainsi initiés, à l’occasion de cette conférence, où il était question de

débattre les réformes qui ont touché les différents secteurs et d’évaluer leurs impacts sur l’intégration des femmes.

Les ateliers ont porté sur quatre thématiques, à savoir la formation et l’éducation, la politique et le juridique, le travail et l’emploi, les mécanismes d’aide et d’appui à la

femme et la famille. Conjoncture politique oblige, les participants à cet atelier sur la politique et le juridique sont ressortis avec plusieurs recommandations, dont la principale est d’instaurer un quota minimum de 30 % de femmes sur les listes électorales pour les élections communales et de wilayas.

Ce n’est pas tout. Il a été également proposé le maintien du principe de non cumul des mandats, afin d’encourager les citoyens à figurer sur les listes électorales, tout en assouplissant les conditions de participation des femmes. Le débat s’est davantage approfondi et les participants sont arrivés à la conclusion qu’il est actuellement nécessaire d’élaborer le statut de l’élu, qui prendra en compte la question du genre et la représentativité de la femme dans les assemblées élues.

Ce à quoi, la ministre déléguée, chargée de la Famille et de la Condition féminine, Mme Nouara Saâdia Djaâfar, a répliqué en encourageant les participants, tous représentants des institutions, à œuvrer pour l’application de ces recommandations et les faire parvenir également aux partis politiques, qui doivent jouer un rôle important pour l’intégration de la femme dans la vie politique.

Ce n’est pas une tâche aisée à réaliser, sachant que, dans tous les discours du président de la République, ses interventions convergent dans ce sens. Mais en réalité, le gouvernement n’a pas pris la peine de commencer les réformes par la nomination de femmes aux postes ministériels.

La représentativité de la femme dans le gouvernement reste en deçà des attentes des

militantes associatives et politiques. Revenant à l’atelier sur l’éducation et la formation, les spécialistes qui ont participé à celui-ci ont brossé un tableau négatif des réformes du système éducatif, soulignant l’absence d’évaluation de programmes d’enseignement et le recul de la recherche scientifique.

Se basant sur les remarques quant à la mauvaise orientation des élèves, qui, aujourd’hui, se désintéressent sérieusement des sciences exactes, les rapporteurs de cet atelier recommandent la réhabilitation immédiate et sans attente des sciences exactes et l’encouragement de la formation continue des enseignants, ainsi que la participation de ces derniers à la réflexion pédagogique dans le cadre des réformes.

Voilà un constat scientifique qui se joint à celui des

enseignants. La ministre déléguée chargée de la Famille et de la condition féminine était, toutefois, gênée de constater cette réalité mise à nue par des experts et a tenté d’expliquer que les réformes avaient beaucoup apporté, prenant l’exemple du contenu des livres scolaires. Mais, il y a lieu de retenir que l’objectif de cette conférence nationale est de mettre toute la lumière sur les failles des réformes institutionnelles qui sont en relation avec la femme et la famille.

Jusque-là, les syndicats, les associations et la société civile en général ont essayé d’attirer l’attention du gouvernement sur les imperfections des réformes, mais en vain. Maintenant que ce sont les experts des institutions qui le disent, peut-être que la réaction des pouvoirs publics sera moins agressive ?

R. M.

UN CENTRE D’ÉCOUTE INAUGURÉ PAR DJAMEL OULD ABBÈS

Des psychologues pour prendre en charge les appels à l’aide

«Relooké», le numéro vert lancé en 2007 par le département de la Solidarité sera plus efficace, promet Djamel Ould Abbès, premier responsable de ce secteur. Il a, ainsi, été procédé à la formation de psychologues spécialisés en écoute téléphonique. Une large campagne médiatique sera également lancée pour présenter le centre d’écoute, inauguré ce jeudi.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Lancé au mois d’octobre 2007, le numéro vert 15 27 est destiné à offrir une écoute aux personnes en détresse psychologique et, ou victimes de violence.

Toutefois et selon les chiffres avancés par le département de la Solidarité nationale, il est facile de constater que le nombre d’appels reçus sur la ligne téléphonique est en deçà de la réalité du terrain.

Cette situation est à imputer, dira le ministre, au fait notamment que le numéro n’a

pas bénéficié d’une publicité permettant aux personnes demandeuses d’aide de connaître son existence.

Pour cela, la ligne verte a été «liftée» et le département d’Ould Abbès a procédé, durant les derniers mois, à la formation de psychologues qui sont appelés à avoir des interlocuteurs en détresse au bout du fil.

«Ce n’est pas un simple centre d’écoute et les personnes qui nous contactent ne sont pas écoutées par de simples standardistes. Il s’agit, pour les intervenants

sur le numéro vert, de procéder déjà à un pré-diagnostic dès les premières paroles prononcées par les appelants», a précisé Djamel Ould Abbès, lors de l’inauguration du nouveau centre d’écoute, situé au siège de son département. La ligne ainsi réactivée est notamment destinée aux personnes victimes de violence, en détresse psychologique, à ceux qui sont dans le besoin financièrement, en somme à ceux qui subissent les maux de la société.

Selon le ministre, l’aide et les appels seront aussi étendus à la communauté algérienne installée à l’étranger.

Présente à la rencontre, Mme Nouara Djaffar, ministre déléguée chargée de la Famille et de la Condition féminine, notera, pour sa part, qu’il s’agit en premier lieu de défendre les droits moraux des populations fragiles et souvent livrées à

elles-mêmes. Les lignes telles qu’elles sont conçues sont en effet destinées, signaleront les présents, à permettre si nécessaire, une intervention rapide et efficace des personnels spécialisés des deux départements. Une large campagne de médiation a en outre été lancée pour toucher les populations ciblées et les encourager à demander de l’aide. Les messages de sensibilisation seront diffusés aussi bien dans la presse écrite qu’à travers les chaînes de télévision et la radio. Lors de cette rencontre, Djamel Ould Abbès notera par ailleurs que les mineurs algériens se trouvant seuls à l’étranger bénéficieront d’un intérêt particulier. Ces enfants sont livrés à eux-mêmes et vivent dans les rues de pays étrangers, expliquera le ministre lors de son intervention.

F.-Z.B.

SCANDALE AU SERVICE UROLOGIE

Le Pr Kadi, chef de service, répond

Dans les colonnes du *Soir d’Algérie* du 22 février 2009, les lecteurs ont pu découvrir un article tendancieux au titre digne des journaux à sensation : «Centre hospitalier universitaire de Annaba. Scandale au service urologie». Cet article mettant en cause le chef de service que je suis, je ne saurais me taire surtout lorsque la volonté de jeter le discrédit est aussi patente.

De toute évidence, l’auteur n’a pas pris le soin de vérifier la véracité des dires tombant à plusieurs reprises dans la désinformation, voire la diffamation.

Je reprendrai donc point par point et dans l’ordre de son texte, les éléments qui tiennent de la désinformation et ceux qui relèvent du ragot, forme la plus sévère du manque de professionnalisme.

1) Désinformation : le médecin du «secteur privé», prétexte à la cabale contre le service d’urologie, qui aurait utilisé clandestinement le bloc d’urologie, n’est autre qu’un chi-

rurgien vasculaire, hospitalo-universitaire, bel et bien en poste au CHU d’Annaba, n’en déplaise à tous ceux qui disent et font écrire le contraire. Rien n’interdit en effet à un chirurgien hospitalo-universitaire d’accéder à un bloc de son CHU ! Je me réjouis pour ma part au contraire d’apprendre que des collègues français accèdent à celui de chirurgie pour prendre en charge des métastases hépatiques ou à celui d’ORL pour des implants cochléaires. Allez donc comprendre cette logique qui fait aujourd’hui crier au scandale quand un Algérien utilise des structures algériennes !

Quant à la malade par qui le scandale arrive, il s’agit d’une insuffisante rénale prise en charge pour la confection d’une fistule artérioveineuse pour son hémodialyse. S’il elle ne l’avait pas été, nous aurions alors donné raison à ce que déplore l’auteur de l’article qui se plaint dans le dernier paragraphe d’une prise en charge insuffisante de cette patholo-

gie. Allez encore comprendre cette autre logique qui fait crier au scandale quand une malade est soignée par un hospitalo-universitaire dans l’enceinte même du CHU, sa structure de rattachement.

2) Ragot : suite à un article paru dans *Akhar Saâ* le 12 mars 2008 faisant état de mon indignation face à l’état déplorable de certaines structures du CHU Annaba et face au manque de moyens qui se répercutent sur la qualité des soins, j’avais été esté en justice par la direction du CHU d’Annaba pour diffamation comme si les citoyens d’Annaba étaient dupes, comme si le constat sévère que je faisais relevait de la fabulation.

La procédure est en cours et chacun sait que l’on est innocent jusqu’à preuve de la culpabilité. Celle-ci n’est pas encore établie que déjà l’auteur se précipite pour diffuser l’info-ragot. J’attends qu’il procède avec la même diligence et la même célérité pour rétablir les

choses si le tribunal prononçait la relaxe, ce en quoi je reste confiant.

3) Diffamation : l’auteur, par un tour de passe-passe, établit une relation de cause à effet entre la pseudo-diffamation de la direction du CHU, «l’affaire de l’utilisation clandestine du bloc d’urologie» et l’activité de greffe rénale.

A en croire l’auteur, la greffe rénale souffrirait d’une «absence d’initiative» et serait loin des objectifs fixés par le programme national du ministère de la Santé et de la Population».

S’il avait pris le soin de se rapprocher plutôt de l’équipe du service d’urologie, il aurait appris que nombreuses ont été mes démarches pour faire aboutir la greffe rénale à Annaba, et M. le directeur du CHU ne pourra pas m’accuser cette fois aussi de diffamation. Il aurait aussi appris qu’à mon initiative, trois chirurgiens du service d’urologie ont déjà été envoyés en formation en vue de la greffe rénale. Je n’ai à vrai

dire jamais pu me résigner à voir que les moyens demandés par le service d’urologie pour faire de cette activité une activité pérenne n’ont jamais été honorés malgré des moyens financiers importants mis par le Ministère de la Santé à la disposition de la direction du CHU. S’agissant enfin des consultations d’urologie, l’auteur de l’article aurait dû se soucier de vérifier ses sources. Il est trop facile de dire tout et n’importe quoi en se couvrant simplement d’une pirouette de type «des sources qui restent à vérifier....» ou par l’emploi du conditionnel.

Fort heureusement, je n’aurais pas, ni moi ni mon équipe, attendu l’auteur pour être soucieux d’un serment auquel j’ai toujours cru et dont je laisse le soin et la liberté aux malades et à mes pairs d’en apprécier le respect.

Pr Abdelkrim Kadi, Chef de service d’Urologie, CHU Annaba